

**Séance ordinaire du  
lundi 30 novembre 2020**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Relation aux usagers**

**Présents :**

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

**Absents :**

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Philippe SAUREL.

**Cimetière Saint Lazare - Prestations de travaux et maintenance de voirie -  
Avenant à la convention de groupement de commandes entre la Ville de  
Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation de signature**

Madame Radia TIKOUK, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont conclu une convention de groupement de commandes concernant les 5 lots géographiques du marché n°4661AT17.

Concernant le lot 9 « Montpellier – Quartiers Hôpitaux Facultés et Centre 2 », le montant maximum prévu à la Convention de groupement de commandes pour la Ville de Montpellier doit être revu à la hausse afin de réaliser des travaux d'aménagement dans les cimetières de la Ville.

Ainsi le montant annuel maximum, pour la part Ville, doit être augmenté de 65 000 € HT, portant le maximum annuel pour la dernière période du marché à 165 000 € HT.

Le montant annuel maximum, pour la part Métropole, doit ainsi être diminué de 65 000 € HT, portant le maximum annuel pour la dernière période du marché à 2 230 000 € HT.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser la signature de l'avenant à la convention de groupement de commandes pour les prestations de travaux et maintenance de voirie afin de modifier les montants annuels de répartition entre la Ville de Montpellier et la Métropole sur le lot 9 du marché ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 9 décembre  
2020**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 9 décembre 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20201130-148437-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 09/12/20  
Réception en Préfecture : 09/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.